

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/155/CHN
G/SCM/N/186/CHN
21 octobre 2011
(11-5253)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Nouvelle notification complète au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1994 et de l'article 25 de l'Accord SMC

CHINE

La communication ci-après, datée 20 octobre 2011, est distribuée à la demande de la délégation de la Chine.

La notification ci-après constitue la nouvelle notification complète de la Chine. Elle contient des renseignements sur les programmes lancés ou maintenus au niveau du gouvernement central en Chine pendant la période 2005-2008.

Comme l'obligation de notification vise à la transparence et, conformément à l'article 25.7 de l'Accord, ne préjuge ni du statut juridique des programmes notifiés au titre du GATT de 1994 et de l'Accord SMC, ni des effets de ces programmes au regard de l'Accord SMC, ni de la nature des programmes, la Chine a notifié certains programmes dont il est possible de faire valoir qu'ils ne sont pas (ou pas toujours) des "subventions spécifiques" au sens de l'Accord SMC.

1.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises à participation étrangère.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager l'investissement étranger.

4. Fondement et législation

Ministère des finances (MOF), Administration fiscale nationale (SAT), Ministère du commerce (MOFCOM).

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises à participation étrangère et des entreprises étrangères (1991).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises à participation étrangère et des entreprises étrangères (1991).

Circulaire Guo Fa n° 37 de 2000 du Conseil d'État.

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Circulaire Guo Fa n° 39 de 2007 du Conseil d'État.

Circulaire Cai Shui n° 1 de 2008 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

1) Toute entreprise de production à participation étrangère dont la durée d'activité est d'au moins dix ans est exonérée de l'impôt sur les bénéfices pendant les deux premières années suivant l'année où elle commence à réaliser des bénéfices et bénéficie d'une réduction de 50 pour cent de la troisième à la cinquième année ("exonération pendant deux ans et réduction de moitié pendant trois ans").

2) Tout investisseur étranger dans une entreprise à participation étrangère qui réinvestit sa part des bénéfices directement dans cette entreprise pour augmenter son capital social ou utilise le bénéfice réalisé comme mise de fonds pour établir d'autres entreprises à participation étrangère dont la durée d'activité est d'au moins cinq ans peut se voir rembourser 40 pour cent de l'impôt sur les bénéfices déjà acquitté sur le montant réinvesti.

3) En ce qui concerne les réinvestissements directs en Chine d'investisseurs étrangers aux fins de l'établissement ou de l'expansion d'entreprises à vocation exportatrice ou d'entreprises de technologie de pointe, la part de l'impôt sur les bénéfices des sociétés qui a été acquitté sur le montant réinvesti peut être remboursée en totalité.

4) Toute entreprise étrangère n'ayant pas d'établissement ni de local en Chine mais qui obtient des bénéfices, des intérêts, des loyers, des redevances et d'autres revenus de sources situées en Chine ou bien qu'ayant un établissement ou un local en Chine, obtient des revenus d'une manière qui n'est pas effectivement liée à cet établissement ou à ce local peut, depuis le 1^{er} janvier 2000, être imposée au taux réduit de l'impôt sur les bénéfices de 10 pour cent, mais les investisseurs étrangers sont exonérés dudit impôt pour les bénéfices qu'ils tirent des entreprises à participation étrangère.

5) L'impôt sur les bénéfices appliqué aux redevances perçues dans la fourniture d'un savoir-faire technique dans la recherche scientifique, l'exploitation de ressources énergétiques, le développement des secteurs des communications et des transports ainsi que de la production agricole, sylvicole et animale, et la mise au point de technologies importantes, peut être perçu au taux réduit de 10 pour cent. Lorsque la technologie fournie est perfectionnée ou qu'elle est fournie à des conditions favorables, une exonération de l'impôt sur les bénéfices peut être accordée.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

1) De 1991 à la fin de 2007. À compter du 1^{er} janvier 2008, les entreprises dont l'établissement est enregistré avant le 16 mars 2007 et qui sont admises à bénéficier du traitement préférentiel de "deux ans d'exonération et trois ans de réduction de moitié" peuvent continuer à en bénéficier jusqu'à ce qu'il prenne fin à leur égard; parmi ces entreprises, celles qui n'ont pas encore commencé à bénéficier de ce traitement parce qu'elles n'ont pas encore réalisé de bénéfices commenceront à en bénéficier à compter de 2008 et non de l'année où elles commenceront à réaliser des bénéfices.

2), 3) et 5) De 1991 à la fin de 2007.

4) De 2000 à la fin de 2007.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

2.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises exportatrices à participation étrangère.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager l'investissement étranger.

4. Fondement et législation

MOF, SAT, MOFCOM.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises à participation étrangère et des entreprises étrangères (1991).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises à participation étrangère et des entreprises étrangères (1991).

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Circulaire Cai Shui n° 1 de 2008 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les entreprises à participation étrangère à vocation exportatrice dont l'ensemble des produits d'exportation représente, au cours d'une année donnée, 70 pour cent ou plus de la valeur totale de la production de l'entreprise pour l'année considérée peuvent acquitter l'impôt sur les bénéfices des sociétés au taux spécifié dans la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises à participation étrangère et des entreprises étrangères (1991), réduit de moitié, après l'expiration de la période d'exonération ou de réduction de l'impôt dont elles bénéficient. Toutefois, les entreprises à vocation exportatrice situées dans les zones économiques spéciales ou dans les zones de développement économique et technologique et les autres entreprises de ce type assujetties à l'impôt sur les bénéfices des sociétés au taux de 15 pour cent qui remplissent les conditions susmentionnées acquittent l'impôt au taux de 10 pour cent.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1991 à la fin de 2007.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

3.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises à participation étrangère opérant dans les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture ou de l'élevage et les entreprises à participation étrangère établies dans des régions isolées sous-développées.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager l'investissement étranger dans les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture ou de l'élevage et dans les régions isolées sous-développées.

4. Fondement et législation

MOF, SAT, MOFCOM.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises à participation étrangère et des entreprises étrangères (1991).

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Circulaire Cai Shui n° 1 de 2008 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les entreprises à participation étrangère exerçant leurs activités dans les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture ou de l'élevage et les entreprises à participation étrangère établies dans des régions isolées sous développées peuvent, sur acceptation de leur demande par le service fiscal compétent relevant du Conseil d'État, bénéficier d'une réduction de 15 à 30 pour cent du montant de l'impôt sur les bénéfices à acquitter pendant dix autres années après l'expiration de la période d'exonération ou de réduction de l'impôt dont elles bénéficient au titre de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises à participation étrangère et des entreprises étrangères (1991).

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1991 à la fin de 2007.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

4.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises à participation étrangère réalisant des projets d'infrastructures dans les secteurs de l'énergie et des transports.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager l'investissement étranger dans la construction d'infrastructures.

4. Fondement et législation

MOF, SAT, MOFCOM.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises à participation étrangère et des entreprises étrangères (1991).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises à participation étrangère et des entreprises étrangères (1991).

Circulaire Guo Fa n° 13 de 1999 du Conseil d'État.

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Circulaire Guo Fa n° 39 de 2007 du Conseil d'État.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

L'impôt sur les bénéfices auquel sont assujetties les entreprises à participation étrangère réalisant des projets d'infrastructures dans les secteurs de l'énergie et des transports (ports et quais par exemple) peut être perçu au taux réduit de 15 pour cent.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1999 à la fin de 2007. À compter du 1^{er} janvier 2008, pour les entreprises qui relèvent de ce programme, dont l'établissement est enregistré avant le 16 mars 2007, il a été prévu une période de cinq ans pour supprimer le traitement fiscal préférentiel: en 2008 le taux réduit de l'impôt sur les bénéfices était de 18 pour cent; en 2009 de 20 pour cent; en 2010 de 22 pour cent; en 2011 de 24 pour cent; et enfin en 2012 l'impôt statutaire sur les bénéfices de 25 pour cent prévu par la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007) sera perçu.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

5.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des coentreprises à capitaux chinois et étrangers actives dans la construction de ports et de docks.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager l'investissement étranger dans la construction d'infrastructures.

4. Fondement et législation

MOF, SAT, MOFCOM

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises à participation étrangère et des entreprises étrangères (1991).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Circulaire Guo Fa n° 39 de 2007 du Conseil d'État.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les coentreprises à capitaux chinois et étrangers actives dans la construction de ports et de docks peuvent être assujetties à l'impôt sur les bénéfices des sociétés au taux réduit de 15 pour cent et, lorsque leur durée d'activité est supérieure ou égale à 15 ans, elles peuvent être exonérées dudit impôt pendant les cinq premières années à compter de l'année où elles commencent à réaliser des bénéfices

et y être assujetties à un taux réduit de moitié de la sixième à la dixième année ("cinq ans d'exonération et cinq ans à un taux réduit de moitié").

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1999 à la fin de 2007. À compter du 1^{er} janvier 2008, pour les entreprises qui relèvent de ce programme, dont l'établissement est enregistré avant le 16 mars 2007, il a été prévu une période de cinq ans pour passer du taux fiscal préférentiel de 15 pour cent au taux statuaire de 25 pour cent prévu par la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007): ainsi en 2008 le taux réduit de l'impôt sur les bénéfices était de 18 pour cent; en 2009 de 20 pour cent; en 2010 de 22 pour cent; en 2011 de 24 pour cent; et enfin en 2012 l'impôt statuaire sur les bénéfices de 25 pour cent sera perçu. Les entreprises admises à bénéficier du traitement préférentiel "cinq ans d'exonération et cinq ans à un taux réduit de moitié" peuvent continuer à en bénéficier jusqu'à ce qu'il prenne fin à leur égard. Parmi ces entreprises, celles qui n'ont pas encore commencé à bénéficier de ce traitement parce qu'elles n'ont pas encore réalisé de bénéfices, commenceront à en bénéficier à compter de 2008 et non de l'année où elles commenceront à réaliser des bénéfices.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

6.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises de technologie de pointe à participation étrangère.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager le développement industriel des hautes technologies et stimuler le progrès technologique.

4. Fondement et législation

MOF, SAT, MOFCOM, Ministère des sciences et techniques (MOST).

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises à participation étrangère et des entreprises étrangères (1991).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les entreprises à participation étrangère qui demeurent des entreprises de haute technologie lorsque la période d'exonération ou de réduction fiscale a pris fin conformément aux dispositions de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises à participation étrangère et des entreprises étrangères (1991) peuvent acquitter l'impôt sur les bénéfices pendant trois autres années au taux spécifié dans ladite loi réduit de moitié.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1991 à la fin de 2007.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

7.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises à participation étrangère établies dans les villes frontalières.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager l'investissement étranger dans les villes frontalières, renforcer la politique d'ouverture et stimuler le développement des zones frontalières.

4. Fondement et législation

MOF, SAT, MOFCOM.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Guo Shui Han Fa n° 1412 de 1992 de la SAT.

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Circulaire Guo Fa n° 39 de 2007 du Conseil d'État.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

L'impôt sur les bénéfices des sociétés auquel sont assujetties les entreprises de production à participation étrangère établies dans 12 villes, communes ou comtés frontaliers (note 1) peut être perçu au taux réduit de 24 pour cent.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1992 à la fin de 2007.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

8.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises à participation étrangère reconnues comme étant des entreprises de haute technologie établies dans les zones de développement industriel d'État des hautes technologies.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager le développement industriel des hautes technologies et stimuler le progrès technologique.

4. Fondement et législation

MOF, SAT, MOFCOM, MOST.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises à participation étrangère et des entreprises étrangères (1991).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Circulaire Guo Fa n° 39 de 2007 du Conseil d'État.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

1) L'impôt sur les bénéfices des sociétés auquel sont assujetties les entreprises à participation étrangère reconnues comme étant des entreprises de haute technologie établies dans les zones de développement industriel d'État des hautes technologies peut être perçu au taux réduit de 15 pour cent.

2) Les coentreprises à capitaux chinois et étrangers reconnues comme étant des entreprises de haute technologie, établies dans les zones de développement industriel d'État des hautes technologies, et dont la durée d'activité est supérieure ou égale à dix ans peuvent être exonérées de l'impôt sur les bénéfices des sociétés pendant les deux premières années suivant l'année où elles commencent à réaliser des bénéfices. Les entreprises à participation étrangère établies dans les zones de développement industriel des hautes technologies qui se trouvent dans les zones économiques spéciales et les zones de développement économique et technologique sont soumises aux dispositions fiscales préférentielles applicables aux zones économiques spéciales et aux zones de développement économique et technologique.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

1) De 1991 à la fin de 2007.

2) De 1991 à la fin de 2007. À compter du 1^{er} janvier 2008, les entreprises admises à bénéficier de ce traitement préférentiel, dont l'établissement est enregistré avant le 16 mars 2007, peuvent continuer à en bénéficier jusqu'à ce qu'il prenne fin à leur égard. Parmi ces entreprises, celles qui n'ont pas encore commencé à bénéficier de ce traitement parce qu'elles n'ont pas encore réalisé de bénéfices, commenceront à en bénéficier à compter de 2008 et non de l'année où elles commenceront à réaliser des bénéfices.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

9.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises reconnues comme étant des entreprises de haute technologie établies dans les zones de développement industriel d'État des hautes technologies.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager le développement industriel des hautes technologies et stimuler le progrès technologique.

4. Fondement et législation

MOF, SAT, MOST.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Règlement provisoire de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (1993).

Règles d'application du Règlement provisoire de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (1994).

Circulaire Cai Shui Zi n° 001 de 1994 du MOF.

Circulaire Guo Fa n° 6 de 2006 du Conseil d'État.

Circulaire Cai Shui n° 88 de 2006 du MOF.

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Circulaire Guo Fa n° 39 de 2007 du Conseil d'État.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

1) Les entreprises reconnues comme étant des entreprises de haute technologie établies dans les zones de développement industriel d'État des hautes technologies peuvent acquitter l'impôt sur les bénéfices des sociétés au taux réduit de 15 pour cent.

2) Les entreprises reconnues comme étant des entreprises de haute technologie établies dans les zones de développement industriel d'État des hautes technologies peuvent être exonérées dudit impôt pendant les deux premières années à compter de l'année où elles commencent à produire (à compter de l'année où elles commencent à réaliser des bénéfices, après le 1^{er} janvier 2006).

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

1) De 1991 à la fin de 2007.

2) De 1991 à la fin de 2007. À compter du 1^{er} janvier 2008, les entreprises admises à bénéficier de ce traitement préférentiel, dont l'établissement est enregistré avant le 16 mars 2007, peuvent continuer à en bénéficier jusqu'à ce qu'il prenne fin à leur égard. Parmi ces entreprises, celles qui n'ont pas encore commencé à bénéficier de ce traitement parce qu'elles n'ont pas encore réalisé de bénéfices, commenceront à en bénéficier à compter de 2008 et non de l'année où elles commenceront à réaliser des bénéfices.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

10.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises de haute technologie.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager le développement industriel des hautes technologies et stimuler le progrès technologique.

4. Fondement et législation

MOF, SAT, MOST.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les entreprises reconnues comme étant des entreprises de haute technologie peuvent acquitter l'impôt sur les bénéfices des sociétés au taux réduit de 15 pour cent.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Du 1^{er} janvier 2008 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

11.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises à participation étrangère établies dans les zones économiques spéciales (à l'exclusion de la région de Shanghai Pudong).

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Absorber l'investissement étranger, renforcer la politique d'ouverture et stimuler le développement de ces régions.

4. Fondement et législation

MOF, SAT, MOFCOM, MOST.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises à participation étrangère et des entreprises étrangères (1991).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises à participation étrangère et des entreprises étrangères (1991).

Circulaire Guo Shui Fa n° 139 de 1995 de la SAT.

Circulaire Guo Shui Fa n° 135 de 2003 de la SAT.

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Circulaire Guo Fa n° 39 de 2007 du Conseil d'État.

Circulaire Guo Fa n° 40 de 2007 du Conseil d'État.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

1) L'impôt sur les bénéfices auquel sont assujetties les entreprises à participation étrangère établies dans les zones économiques spéciales de Shenzhen, Zhuhai, Shantou, Xiamen et Hainan et les entreprises étrangères ayant des établissements ou des locaux dans ces zones économiques spéciales qui mènent des activités de production ou des activités commerciales est perçu au taux réduit de 15 pour cent.

2) L'impôt sur les bénéfices auquel sont assujetties les entreprises de production à participation étrangère établies dans les vieux quartiers des villes où sont implantées les zones susmentionnées est perçu au taux réduit de 24 pour cent.

3) L'impôt sur les bénéfices auquel sont assujetties les entreprises de production à participation étrangère établies dans les vieux quartiers des villes où sont implantées les zones susmentionnées et qui participent aux projets suivants: a) projets à forte intensité de technologie ou de savoir, dont les principaux produits figurent dans le "Catalogue des produits chinois de haute technologie" publié par le MOST lorsque les recettes provenant des ventes de ces produits pour l'année considérée représentent plus de 50 pour cent du chiffre d'affaires annuel total de l'entreprise, b) projets dans lesquels les investissements étrangers représentent plus de 30 millions de dollars EU et pour lesquels le retour sur investissement comporte un délai important et c) projets concernant les ressources énergétiques, les transports et la construction de ports, est perçu au taux réduit de 15 pour cent.

4) Les entreprises à participation étrangère établies dans les zones économiques spéciales de Hainan et participant à des projets d'infrastructures (par exemple aéroports, ports, docks, autoroutes, voies ferrées, centrales électriques, mines de charbon et conservation des ressources en eau) et les entreprises à participation étrangère s'occupant du développement agricole et ayant des activités dans ce secteur et dont la durée d'activité est supérieure ou égale à 15 ans sont exonérées de l'impôt sur les bénéfices des sociétés pendant les cinq premières années à compter de l'année où elles commencent à réaliser des bénéfices et sont assujetties audit impôt à un taux réduit de moitié de la sixième à la dixième année ("cinq ans d'exonération et cinq ans à un taux réduit de moitié").

5) Les investisseurs étrangers qui réinvestissent les bénéfices tirés des entreprises établies dans les zones économiques spéciales de Hainan dans les projets de construction d'infrastructures ou des entreprises de développement agricole de ces zones économiques

spéciales peuvent se voir rembourser en totalité la part de l'impôt sur les bénéfices des sociétés qui a été acquitté sur le montant réinvesti;

6) Les entreprises dont l'établissement dans les zones économiques spéciales de Shenzhen, Zhuhai, Shantou, Xiamen et Hainan est enregistré avant le 1^{er} janvier 2008 et qui sont reconnues comme étant des entreprises de haute technologie peuvent être exonérées de l'impôt sur les bénéfices des entreprises pendant les deux premières années à compter de l'année où elles commencent à fonctionner ou à produire et à acquitter l'impôt statutaire sur les bénéfices de 25 pour cent à un taux réduit de moitié de la troisième à la cinquième année.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

1) et 3) De 1984 à la fin de 2007. À compter du 1^{er} janvier 2008, pour les entreprises dont l'établissement est enregistré avant le 16 mars 2007 et qui au titre de ce programme sont assujetties à l'impôt sur les bénéfices au taux réduit de 15 pour cent, il a été prévu une période de cinq ans pour passer du taux fiscal préférentiel de 15 pour cent au taux statutaire de 25 pour cent prévu par la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007): ainsi en 2008 le taux réduit de l'impôt sur les bénéfices était de 18 pour cent; en 2009 de 20 pour cent; en 2010 de 22 pour cent; en 2011 de 24 pour cent; et enfin en 2012 l'impôt statutaire sur les bénéfices de 25 pour cent sera perçu.

2) De 1984 à la fin de 2007.

4) De 1984 à la fin de 2007. À compter du 1^{er} janvier 2008, les entreprises dont l'établissement est enregistré avant le 16 mars 2007 et qui au titre de ce programme bénéficient du traitement préférentiel "cinq ans d'exonération et de cinq ans à un taux réduit de moitié" peuvent continuer à en bénéficier jusqu'à ce qu'il prenne fin à leur égard; parmi ces entreprises, celles qui n'ont pas encore commencé à bénéficier de ce traitement parce qu'elles n'ont pas encore réalisé de bénéfices, commenceront à en bénéficier à compter de 2008 et non de l'année où elles commenceront à réaliser des bénéfices.

5) 1991 à la fin de 2007.

6) du 1^{er} janvier 2008 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

12.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises à participation étrangère établies dans les régions économiques côtières ouvertes ou dans les zones de développement économique et technologique.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Absorber l'investissement étranger, renforcer la politique d'ouverture et stimuler le développement de ces régions.

4. Fondement et législation

MOF, SAT, MOFCOM, MOST.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises à participation étrangère et des entreprises étrangères (1991).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises à participation étrangère et des entreprises étrangères (1991).

Circulaire Guo Shui Fa n° 139 de 1995 de la SAT.

Circulaire Guo Shui Fa n° 135 de 2003 de la SAT.

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Circulaire Guo Fa n° 39 de 2007 du Conseil d'État.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

1)° L'impôt sur les bénéfices auquel sont assujetties les entreprises de production à participation étrangère établies dans les zones de développement économique et technologique est perçu au taux réduit de 15 pour cent.

2) L'impôt sur les bénéfices auquel sont assujetties les entreprises de production à participation étrangère établies dans les régions économiques côtières ouvertes (note 2) ou dans les vieux districts urbains où sont implantées les zones de développement économique et technologique est perçu au taux réduit de 24 pour cent.

3) L'impôt sur les bénéfices auquel sont assujetties les entreprises de production à participation étrangère établies dans les régions économiques côtières ouvertes ou dans les vieux districts urbains où sont implantées les zones de développement économique et technologique et qui participent aux projets suivants: a) projets à forte intensité de technologie ou de savoir, dont les principaux produits figurent dans le "Catalogue des

produits chinois de haute technologie" publié par le MOST lorsque les recettes provenant des ventes de ces produits pour l'année considérée représentent plus de 50 pour cent du chiffre d'affaires annuel total de l'entreprise; b) projets dans lesquels les investissements étrangers représentent plus de 30 millions de dollars EU et pour lesquels le retour sur investissement comporte un délai important et c) projets concernant les ressources énergétiques, les transports et la construction de ports, est perçu au taux réduit de 15 pour cent.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

1) et 3) De 1984 à la fin de 2007. À compter du 1^{er} janvier 2008, pour les entreprises dont l'établissement est enregistré avant le 16 mars 2007 qui relèvent de ce programme et sont assujetties à l'impôt sur les bénéfices au taux réduit de 15 pour cent, il a été prévu une période de cinq ans pour passer du taux fiscal préférentiel de 15 pour cent au taux statuaire de 25 pour cent prévu par la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007): ainsi en 2008 le taux réduit de l'impôt sur les bénéfices était de 18 pour cent; en 2009 de 20 pour cent; en 2010 de 22 pour cent; en 2011 de 24 pour cent; et enfin en 2012 l'impôt statuaire sur les bénéfices de 25 pour cent sera perçu.

2) De 1984 à la fin de 2007.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

13.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises à participation étrangère établies dans la région de Pudong (Shanghai).

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Absorber les investissements étrangers, renforcer la politique d'ouverture et favoriser le développement de la région.

4. Fondement et législation

MOF, SAT, MOFCOM.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises à participation étrangère et des entreprises étrangères (1991).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises à participation étrangère et des entreprises étrangères (1991).

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Circulaire Guo Fa n° 39 de 2007 du Conseil d'État.

Circulaire Guo Fa n° 40 de 2007 du Conseil d'État.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

1) Les entreprises de production à participation étrangère établies dans la région de Pudong (Shanghai), ainsi que les entreprises à participation étrangère participant à des projets de construction dans les secteurs des transports et de l'énergie (aéroports, ports, chemins de fer, autoroutes et centrales électriques, etc.) sont assujetties à l'impôt sur les bénéfices au taux réduit de 15 pour cent. Les entreprises à participation étrangère participant à des projets de construction dans les secteurs des transports et de l'énergie (aéroports, ports, chemins de fer, autoroutes et centrales électriques) pour une période de 15 ans ou plus peuvent être exonérées de l'impôt sur les bénéfices des sociétés pendant les cinq premières années d'activités à compter de l'année où elles commencent à faire des bénéfices et sont assujetties à l'impôt sur les bénéfices à un taux réduit de moitié de la sixième à la dixième année ("cinq ans d'exonération et cinq ans à un taux réduit de moitié").

2) Les entreprises dont l'établissement dans la région de Pudong (Shanghai) est enregistré après le 1^{er} janvier 2008 et qui sont reconnues comme étant des entreprises de haute technologie peuvent être exonérées de l'impôt sur les bénéfices des entreprises pendant les deux premières années à compter de l'année où elles commencent à fonctionner ou à produire et acquitter l'impôt statutaire sur les bénéfices de 25 pour cent à un taux réduit de moitié de la troisième à la cinquième année.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

1) De 1991 à la fin de 2007. À compter du 1^{er} janvier 2008, pour les entreprises dont l'établissement est enregistré avant le 16 mars 2007 et qui relèvent de ce programme, il a été prévu une période de cinq ans pour passer du taux fiscal préférentiel de 15 pour cent au taux

statutaire de 25 pour cent fixé par la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007): ainsi en 2008 le taux réduit de l'impôt sur les bénéfices était de 18 pour cent; en 2009 de 20 pour cent; en 2010 de 22 pour cent; en 2011 de 24 pour cent; et enfin en 2012 l'impôt statutaire sur les bénéfices de 25 pour cent sera perçu; Les entreprises admises à bénéficier du traitement préférentiel "cinq ans d'exonération et cinq ans à un taux réduit de moitié" peuvent continuer à en bénéficier jusqu'à ce qu'il prenne fin à leur égard. Parmi ces entreprises, celles qui n'ont pas encore commencé à bénéficier de ce traitement parce qu'elles n'ont pas encore réalisé de bénéfices, commenceront à en bénéficier à compter de 2008 et non de l'année où elles commenceront à réaliser des bénéfices.

2) Du 1^{er} janvier 2008 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

14.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises à participation étrangère établies dans la zone économique des Trois Gorges (Yangtze).

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Absorber les investissements étrangers, renforcer la politique d'ouverture et favoriser le développement régional.

4. Fondement et législation

MOF, SAT, MOFCOM.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui Zi n° 034 de 1995 du MOF.

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Circulaire Guo Fa n° 39 de 2007 du Conseil d'État.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

1)° Les entreprises de production à participation étrangère établies dans la zone économique des Trois Gorges (Yangtze) (note 3) sont assujetties à l'impôt sur les bénéfices au taux réduit de 24 pour cent.

2)° Les entreprises à participation étrangère établies dans la zone économique des Trois Gorges (Yangtze) qui participent à des projets de construction de ports et de quais et à des projets dans les secteurs des transports et de l'énergie ou à d'autres projets encouragés par l'État sont assujetties à l'impôt sur les bénéfices au taux réduit de 15 pour cent.

3) Les entreprises de production à participation étrangère établies dans les anciens districts urbains des villes ouvertes situées le long du Yangtze, comme Yichang, Wanxian et Fuling, sont assujetties à l'impôt sur les bénéfices au taux réduit de 24 pour cent.

4) Les entreprises mentionnées au point 3) qui participent à des projets à forte intensité de savoir et de technologie, ou à des projets dans lesquels les investissements étrangers s'élèvent à plus de 30 millions de dollars EU et qui ont un retour sur investissements à long terme, ou à des projets dans les secteurs de l'énergie, des transports et de la construction portuaire sont assujetties à l'impôt sur les bénéfices au taux réduit de 15 pour cent.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

1) et 3) De 1995 à la fin de 2007.

2) et 4) De 1995 à la fin de 2007. À compter du 1^{er} janvier 2008, pour les entreprises dont l'établissement est enregistré avant le 16 mars 2007 qui relèvent de ce programme et sont assujetties à l'impôt sur les bénéfices au taux préférentiel de 15 pour cent, il a été prévu une période de cinq ans pour supprimer le traitement fiscal préférentiel: ainsi en 2008 le taux réduit de l'impôt sur les bénéfices était de 18 pour cent; en 2009 de 20 pour cent; en 2010 de 22 pour cent; en 2011 de 24 pour cent; et enfin en 2012 l'impôt statutaire sur les bénéfices de 25 pour cent prévu par la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007) sera perçu.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

15.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles dans les régions de l'Ouest.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Accélérer le développement des régions occidentales, renforcer la politique d'ouverture, réduire les différences de développement économique entre les régions et favoriser le développement régional.

4. Fondement et législation

MOF, SAT, MOFCOM et autres autorités compétentes relevant du Conseil d'État.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Guo Fa n° 33 de 2000 du Conseil d'État.

Circulaire Guo Ban Fa n° 73 de 2001 du Bureau général du Conseil d'État.

Circulaire Cai Shui n° 202 de 2001 du MOF.

Circulaire Guo Shui Fa n° 172 de 1999 de la SAT.

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Circulaire Guo Fa n° 39 de 2007 du Conseil d'État.

Circulaire Cai Shui n° 1 de 2008 du MOF.

Avis n° 43 de 2008, MOF, Administration générale des douanes et SAT.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

1) Les entreprises nationales et à participation étrangère établies dans les régions occidentales (note 4) qui ont des activités dans les secteurs encouragés par l'État sont assujetties à l'impôt sur les bénéfices au taux réduit de 15 pour cent de 2001 à 2010. Pour les entreprises nationales, les secteurs encouragés par l'État sont ceux qui sont mentionnés dans le "Catalogue des industries, produits et technologies encouragés particulièrement par l'État", et les activités indiquées dans le Catalogue doivent constituer leur activité principale et doivent représenter plus de 70 pour cent de leurs recettes totales. Pour les entreprises à participation étrangère, les secteurs encouragés par l'État sont ceux qui sont mentionnés dans le "Catalogue d'orientation de l'investissement étranger" et dans le "Catalogue d'orientation de l'investissement étranger dans les secteurs encouragés dans le centre et l'ouest de la Chine", et les activités indiquées dans les deux catalogues doivent constituer leur activité principale et doivent représenter plus de 70 pour cent de leurs recettes totales.

- 2) Les entreprises nationales et à participation étrangère qui sont nouvellement implantées dans l'ouest de la Chine et qui ont des activités dans les secteurs des transports, de l'électricité, de la conservation des ressources en eau, etc., qui représentent plus de 70 pour cent de leurs recettes totales, sont, à compter de la première année de production ou d'exploitation dans le cas des entreprises nationales, et à compter de l'année où elles commencent à faire des bénéfices dans le cas des entreprises à participation étrangère, en activité depuis dix ans ou plus, exonérées de l'impôt sur les bénéfices pendant les deux premières années et assujetties à l'impôt sur les bénéfices à un taux réduit de moitié de la troisième à la cinquième année.
- 3) Les revenus provenant de la production de produits agricoles spéciaux résultant du reboisement des terres cultivées et de la transformation des pâturages en herbages afin de protéger l'environnement sont exonérés de la taxe sur les produits agricoles spéciaux pendant dix ans à compter de l'année où cela commence à procurer des recettes.
- 4) Les terres prises pour construire des autoroutes dans les régions occidentales sont exonérées de la taxe d'occupation des terres agricoles.
- 5) Les entreprises nationales et à participation étrangère établies dans les régions occidentales et ayant des activités dans les secteurs encouragés mentionnés ci-dessus au point 1 sont exonérées de droits de douane de 2001 à ce jour et de la TVA à l'importation de 2001 au 31 décembre 2008 pour les matériels importés pour leur propre utilisation dans les limites du montant total du capital investi, sauf pour ceux qui sont mentionnés dans le "Catalogue des produits importés ne pouvant pas bénéficier d'une exonération fiscale pour des projets réalisés par des entreprises étrangères" ou dans le "Catalogue des produits importés ne pouvant pas bénéficier d'une exonération fiscale pour les projets dans lesquels des entreprises nationales ont investi.
- 6) Depuis le 1^{er} janvier 2000, les entreprises à participation étrangère établies dans 19 provinces, régions autonomes et municipalités relevant directement du gouvernement central dans les régions centrales et occidentales – province de Shanxi, province de Jilin, province de Heilongjiang, province de Anhui, province du Jiangxi, province Henan, province Hubei, province du Hunan, municipalité de Chongqing, province du Sichuan, province de Guizhou, province du Yunnan, région autonome du Tibet, province du Shaanxi, province du Gansu, région autonome de Ningxia Hui, province du Qinghai, région autonome de Xinjiang Uygur, région autonome de la Mongolie intérieure, région autonome de Guangxi Zhuang – qui ont des activités dans les secteurs encouragés par l'État mentionnés dans le "Catalogue d'orientation de l'investissement étranger" ainsi que dans les secteurs et projets avantagés approuvés par le Conseil d'État, sont assujetties à l'impôt sur les bénéfices au taux réduit de 15 pour cent pendant trois ans après l'expiration de la période d'exonération de deux ans et de la période de réduction de moitié de trois ans".
8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention
- Non disponible.
9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention
- 1) 2001-2010.
- 2) De 2001 à ce jour.

- 3) De 2001 au 17 février 2006 ou à une date antérieure le cas échéant.
- 4) De 2001 à la fin de 2007.
- 5) De 2001 à ce jour pour l'exonération de droits et de 2001 au 31 décembre 2008 pour l'exonération de TVA à l'importation.
- 6) De 2000 à la fin de 2007.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

16.

1 Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises dans le nouveau secteur Binhai de Tianjin.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager le développement et l'ouverture du nouveau secteur Binhai de Tianjin.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Guo Fa n° 20 de 2006 du Conseil d'État.

Circulaire Cai Shui n° 130 de 2006 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

1) Les entreprises reconnues comme étant des entreprises de haute technologie dans le nouveau secteur Binhai de Tianjin peuvent acquitter l'impôt sur les bénéfices des sociétés au taux réduit de 15 pour cent.

2) La durée d'amortissement des immobilisations des entreprises dans le nouveau secteur Binhai de Tianjin (à l'exclusion des maisons et autres bâtiments) peut être réduite de 40 pour cent au maximum lors du calcul du revenu imposable.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

1) et 2) Du 1^{er} juillet 2006 au 31 décembre 2007.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

17.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises établies dans les régions touchées par la pauvreté.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager la lutte contre la pauvreté et accélérer le développement économique des régions touchées par la pauvreté.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Législation en vertu de laquelle la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui Zi n° 001 de 1994 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 1 de 2008 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les entreprises nouvellement établies dans les régions qui étaient autrefois les bases de la révolution, dans les régions où vivent des groupes ethniques et dans les régions isolées ou touchées par la pauvreté, désignées par l'État, peuvent être exonérées de l'impôt sur les bénéfices ou assujetties à un impôt réduit pendant trois ans.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1994 à la fin de 2007.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

18.

1. Titre du programme de subventions

Crédits budgétaires destinés à la lutte contre la pauvreté.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Améliorer la production et les conditions de vie et augmenter le revenu de la population pauvre et renforcer le développement économique et social des régions touchées par la pauvreté.

4. Fondement et législation

MOF, Bureau chargé de la lutte contre la pauvreté du Conseil d'État, Comité national pour le développement et la réforme (NDRC).

5. Législation en vertu de laquelle la subvention est accordée

Circulaire Cai Nong n° 18 de 2000 du MOF.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les fonds sont alloués par le MOF aux autorités locales, conformément aux programmes d'allocation de ressources approuvés par le groupe directeur de lutte contre la pauvreté relevant du Conseil d'État. Ils sont utilisés par les autorités locales pour accorder des subventions à des particuliers et à des organisations, à titre individuel ou pour des programmes de construction d'infrastructure et de formation dans les régions touchées par la pauvreté.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: en millions de RMB

2005	2006	2007	2008
12 900	13 600	14 300	16 600

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1980 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

19.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des projets d'infrastructure publiques bénéficiant d'une aide particulière de l'État.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Favoriser la construction d'infrastructures.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Circulaire Cai Shui n° 46 de 2008 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les entreprises qui réalisent des bénéfices grâce à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques (installations portuaires, quais, aéroports, voies ferrées, autoroutes,

transports publics urbains, électricité et conservation de l'eau) figurant dans le Catalogue des projets d'infrastructures publiques bénéficiant d'un traitement préférentiel en matière d'impôt sur les bénéfices et grâce à l'exploitation de ces infrastructures sont exonérées dudit impôt pendant les trois premières années à compter de l'année où les projets commencent à fonctionner et à produire un revenu, et sont assujetties à un taux réduit de moitié de la quatrième à la sixième année.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Du 1^{er} janvier 2008 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

20.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des projets portant sur la protection de l'environnement et la conservation de l'eau et de l'énergie.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Protéger l'environnement et encourager le recyclage des ressources.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Circulaire Cai Shui n° 48 de 2008 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

1) Les entreprises qui réalisent des bénéfices grâce à des projets de protection de l'environnement ou de conservation de l'énergie ou de l'eau relevant de ce programme (traitement des eaux usées, traitement des déchets, développement global de l'utilisation du méthane, modernisation technologique au service des économies d'énergie et de la réduction de la pollution, dessalement de l'eau de mer etc.) sont exonérées de l'impôt sur les bénéfices des entreprises pendant les trois premières années à compter de l'année où elles commencent à réaliser des bénéfices, et sont assujetties à un taux réduit de moitié de la quatrième à la sixième année.

2) Lorsqu'elles achètent et utilisent effectivement des équipements spéciaux destinés à assurer la protection de l'environnement, la conservation de l'énergie et de l'eau, la sécurité de la production etc., figurant dans le Catalogue des avantages en matière d'impôt sur les bénéfices accordés aux entreprises pour les équipements spécialisés destinés à la protection de l'environnement, dans le Catalogue des avantages en matière d'impôt sur les bénéfices accordés aux entreprises pour les équipements spécialisés destinés à la conservation de l'énergie et de l'eau et dans le Catalogue des avantages en matière d'impôt sur les bénéfices accordés aux entreprises pour les équipements spécialisés destinés à une production sans danger, les entreprises pourront déduire 10 pour cent des sommes investies dans ces équipements du montant annuel imposable. Tout montant non déduit pendant une année pourra être reporté et déduit au cours d'une des cinq années suivantes.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Du 1^{er} janvier 2008 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

21.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises qui recyclent les déchets.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Protéger l'environnement et encourager le recyclage des ressources.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui Zi n° 001 de 1994 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 1 de 2008 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les entreprises qui utilisent pour la production des déchets, tels que les eaux usées ou résiduelles et les gaz résiduels, peuvent être exonérées de l'impôt sur les bénéfices ou peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt pendant cinq ans.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1994 à la fin de 2007.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

22.

1. Titre du programme de subventions

Traitement fiscal préférentiel applicable aux matériaux de construction obtenus grâce à une utilisation intégrée des ressources.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager l'utilisation intégrée des ressources et protéger l'environnement.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Circulaire Cai Shui n° 47 de 2008 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Si une entreprise utilise comme principales matières premières les ressources figurant dans le Catalogue des avantages en matière d'impôt sur les bénéfices des entreprises accordés pour l'utilisation globale des ressources pour fabriquer des produits figurant dans ledit Catalogue qui sont conformes aux normes industrielles nationales et internationales, les bénéfices qu'elles réalise sont comptés dans le montant total imposable à un taux réduit de 90 pour cent.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Du 1^{er} janvier 2008 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

23.

1. Titre du programme de subventions

Traitement fiscal préférentiel applicable aux matériaux de construction obtenus grâce à une utilisation intégrée des ressources.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager l'utilisation intégrée des ressources et protéger l'environnement.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui Zi n° 44 de 1995 du MOF.

Circulaire Cai Shui Zi n° 20 de 1996 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les matériaux de construction obtenus à partir de déchets résiduels sont exonérés de la TVA.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1995 à la fin de 2008.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

24.

1. Titre du programme de subventions

Traitement fiscal préférentiel applicable aux produits obtenus grâce à une utilisation intégrée des ressources.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager l'utilisation intégrée des ressources et protéger l'environnement.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui n° 198 de 2001 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 25 de 2004 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

1) La TVA sur les produits obtenus grâce à une utilisation intégrée des ressources (électricité produite à partir des déchets urbains par exemple) est remboursée.

2) La TVA sur l'électricité produite par des éoliennes et sur certains matériaux de construction pour murs de type nouveau obtenus à partir de gangues de charbon, de boues et de schistes bitumineux est perçue à un taux réduit de moitié.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

1) et 2) De 2001 au 30 juin 2008.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

25.1. Titre du programme de subventions

Traitement fiscal préférentiel applicable aux ressources renouvelables.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager l'utilisation intégrée des ressources renouvelables et protéger l'environnement.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée.

Circulaire Cai Shui n° 78 de 2001 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 157 de 2008 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les entreprises qui achètent des déchets résiduels pour assurer leur production peuvent déduire de la TVA applicable aux intrants 10 pour cent du montant des factures correspondant à ces achats.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Du 1^{er} mai 2001 à la fin de 2008.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

26.

1. Titre du programme de subventions

Aide spéciale pour l'industrialisation de l'équipement pour la fabrication d'énergie éolienne.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Promouvoir la recherche-développement dans le secteur de l'énergie éolienne et l'utilisation des énergies renouvelables.

4. Fondement et législation

MOF.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Jian n° 476 de 2008 du MOF.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Cette aide est destinée à soutenir la recherche-développement dans les entreprises chinoises ou sous contrôle chinois produisant de l'équipement pour la fabrication d'énergie éolienne ainsi que des éléments de ces équipements. Les 50 premières éoliennes dont la capacité se compte en mégawatt et leurs éléments, une fois conçus et produits, peuvent obtenir une aide de 600RMB/kilowatt. Cette aide est répartie de manière égale entre les fabricants de l'éolienne et les fabricants des principaux éléments.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: en millions de RMB

2005	2006	2007	2008
néant	néant	néant	45

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

D'août 2008 à la fin de 2009.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

27.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur du Mécanisme pour un développement propre.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Réduire les émissions de gaz à effet de serre.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui n° 30 de 2009 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

1) Certains types de revenus provenant du Fonds du Mécanisme pour un développement propre de la Chine, énumérés dans la circulaire, sont exonérés de l'impôt sur les bénéfices des entreprises.

2) La part des revenus tirés des échanges de quota d'émissions de gaz à effet de serre réalisés par des entreprises relevant du projet relatif au Mécanisme pour un développement propre qui est versée à l'État n'est pas comptabilisée dans les revenus imposables.

3) S'agissant des revenus provenant de certains projets portant sur les HPC, PFC et N²O, les entreprises relevant du projet relatif au Mécanisme pour un développement propre peuvent être exonérées de l'impôt sur les bénéfices pendant les trois premières années à compter de l'année où les échanges de quota d'émissions de gaz à effet de serre commencent à produire des revenus, et être assujetties à un taux réduit de moitié de la quatrième à la sixième année.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

1), 2) et 3) Du 1^{er} janvier 2007 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

28.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises qui réalisent peu de bénéfices.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Alléger la charge des entreprises qui réalisent peu de bénéfices pour maintenir les possibilités d'emploi.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui Zi n° 009 de 1994 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 1 de 2008 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

1) Les entreprises dont le revenu annuel imposable est inférieur à 30 000 RMB peuvent être assujetties à l'impôt sur les bénéfices à un taux réduit de 18 pour cent.

2) Les entreprises dont le revenu annuel imposable est inférieur à 100 000 RMB, mais supérieur à 30 000 RMB peuvent être assujetties à l'impôt sur les bénéfices à un taux réduit de 27 pour cent.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

1) et 2) De 1994 à la fin de 2007.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

29.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises qui réalisent peu de bénéfices.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Alléger la charge des entreprises qui réalisent peu de bénéfices pour maintenir les possibilités d'emploi.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les petites entreprises remplissant les conditions requises qui réalisent peu de bénéfices peuvent être assujetties à l'impôt sur les bénéfices à un taux réduit de 20 pour cent. Les entreprises remplissant les conditions requises sont celles dont les activités ne sont ni restreintes ni interdites par l'État et qui sont:

a) des entreprises industrielles dont le revenu annuel imposable est inférieur à 300 000 RMB, qui n'emploient pas plus de 100 personnes et dont les avoirs totaux n'excèdent pas 30 000 000 RMB; et

b) d'autres entreprises dont le revenu annuel imposable est inférieur à 300 000 RMB, qui n'emploient pas plus de 80 personnes et dont les avoirs totaux n'excèdent pas 10 000 000 RMB.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Du 1^{er} janvier 2008 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

30.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises communales.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Alléger la charge des entreprises communales due à l'insuffisance du système de protection sociale et encourager ces entreprises à améliorer les conditions de vie et de travail de leurs employés.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui Zi n° 001 de 1994 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 1 de 2008 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les entreprises communales peuvent bénéficier d'une réduction de 10 pour cent de l'impôt sur les bénéfices pour subventionner les dépenses de sécurité sociale.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1994 à la fin de 2007.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

31.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises qui emploient des personnes handicapées.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager la création d'emplois et l'emploi des personnes handicapées.

4. Fondement et législation

MOF, Ministère des affaires civiles (MCA), SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Guo Shui Fa n° 155 de 1994 de la SAT.

Circulaire Guo Shui n° 92 de 2007 de la SAT.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

1) Les entreprises qui emploient plus de 50 pour cent de personnes handicapées (aveugles, sourds, muets et infirmes) peuvent obtenir le remboursement intégral de la TVA.

2) Les entreprises qui emploient plus de 35 pour cent mais moins de 50 pour cent de personnes handicapées (aveugles, sourds, muets et infirmes) et qui sont déficitaires peuvent obtenir le remboursement partiel ou total de la TVA pour couvrir leurs pertes.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1994 à la fin de 2007.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

32.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises qui emploient des personnes handicapées.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager la création d'emplois et l'emploi des personnes handicapées.

4. Fondement et législation

MOF, MCA, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui n° 92 de 2007 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les entreprises qui emploient des personnes handicapées peuvent obtenir le remboursement de la TVA lorsqu'elle est perçue. Le montant remboursé dépend du nombre de personnes handicapées employées par l'entreprise. L'entreprise peut obtenir un remboursement égal à six fois le salaire minimum pour la région, à concurrence de 35 000 RMB par personne handicapée et par année.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Du 1^{er} juillet 2007 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

33.1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises qui emploient des personnes handicapées.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager la création d'emplois et l'emploi des personnes handicapées.

4. Fondement et législation

MOF, MCA, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui Zi n°001 de 1994 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 92 de 2007 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les entreprises à vocation sociale qui emploient plus de 35 pour cent de personnes handicapées (aveugles, sourds, muets et infirmes) sont exonérées en totalité de l'impôt sur les bénéfices. Les entreprises à vocation sociale qui emploient plus de 10 pour cent mais moins de 35 pour cent de personnes handicapées (aveugles, sourds, muets et infirmes) sont assujetties à l'impôt sur les bénéfices à un taux réduit de moitié.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1994 à la fin de juin 2007.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

34.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises qui emploient des personnes handicapées.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager la création d'emplois et l'emploi des personnes handicapées.

4. Fondement et législation

MOF, MCA, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui n° 92 de 2007 du MOF.

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Circulaire Cai Shui n° 70 de 2009 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Si une entreprise emploie des personnes handicapées, il est opéré une déduction pondérée de 100 pour cent des salaires de ces personnes en sus de la déduction des salaires qui leur sont effectivement versés au moment du calcul du revenu imposable.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Du 1^{er} juillet 2007 à ce jour et du 1^{er} janvier 2008 à ce jour pour les entreprises à participation étrangère.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

35.

1. Titre du programme de subventions

Traitement fiscal préférentiel applicable aux produits importés utilisés exclusivement par les personnes handicapées.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Faciliter la réadaptation des personnes handicapées.

4. Fondement et législation

MOF, Administration générale des douanes.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Règlement provisoire de la République populaire de Chine sur la taxe à la valeur ajoutée (1994).

Circulaire Guo Han n° 3 de 1997 du Conseil d'État.

Décret n° 61 de 1997 de l'Administration générale des douanes.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les produits importés dans les limites stipulées, utilisés exclusivement par les personnes handicapées, sont exonérés de droits de douane, de la TVA à l'importation et de droits d'accise.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1997 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

36.

1. Titre du programme de subventions

Traitement fiscal préférentiel applicable aux produits destinés aux personnes handicapées.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Faciliter la réadaptation des personnes handicapées.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui n° 60 de 1994 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les membres artificiels, les fauteuils roulants et les appareils orthopédiques, notamment ceux pour les membres supérieurs ou inférieurs et pour la colonne vertébrale, etc., sont exonérés de la TVA.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1994 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

37.

1. Titre du programme de subventions

Traitement fiscal préférentiel applicable aux entreprises fabriquant des produits utilisés exclusivement par les personnes handicapées.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Faciliter la réadaptation des personnes handicapées.

4. Fondement et législation

MOF, MCA, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui n° 132 de 2004 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 148 de 2006 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 1 de 2008 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les entreprises produisant ou assemblant des produits utilisés exclusivement par les personnes handicapées sont exonérées de l'impôt sur les bénéfices.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 2004 à la fin de 2008.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

38.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises qui emploient des chômeurs.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Accroître et encourager l'emploi.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui Zi n° 001 de 1994 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 1 de 2008 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

1) Les entreprises nouvellement implantées dans les zones urbaines qui embauchent plus de 60 pour cent de chômeurs dans l'année peuvent être exonérées de l'impôt sur les bénéfices pendant trois ans.

2) Les entreprises susmentionnées qui embauchent dans l'année plus de 30 pour cent de chômeurs peuvent bénéficier d'une réduction de moitié de l'impôt sur les bénéfices pendant deux années supplémentaires après l'expiration de la période d'exonération de trois ans.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1994 à la fin de 2007.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

39.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des instituts de recherche scientifique en cours de transformation.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager la réforme des instituts de recherche scientifique dans le cadre des conditions de l'économie de marché.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui n° 137 de 2003 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 14 de 2005 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 1 de 2008 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

1) Les 242 instituts de recherche scientifique relevant des dix anciens bureaux nationaux administrés par l'ex-Commission d'État pour l'économie et le commerce (SETC) et les 134 instituts de recherche scientifique relevant de onze anciens ministères, comme le Ministère de la construction, qui sont devenus des entreprises ou ont été intégrés dans des entreprises sont exonérés de l'impôt sur les bénéfices pendant cinq ans à compter du jour de l'enregistrement du changement de statut. Ce traitement préférentiel sera prolongé de deux ans à son expiration.

2) Les instituts de recherche scientifique relevant des organisations dépendant du Conseil d'État qui sont devenues des entreprises ou ont été intégrés dans des entreprises, après examen et approbation par le MOST et le MOF, sont exonérés de l'impôt sur les bénéfices pendant cinq ans à compter du jour de l'enregistrement du changement de statut.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

1) De 2003 à ce jour, et à la date d'expiration.

2) De 2003 à la fin de 2007.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

40.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des activités de recherche-développement des entreprises.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager les activités de recherche-développement des entreprises.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui n° 244 de 2003 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 88 de 2006 du MOF.

Décret n° 48 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les entreprises industrielles nationales, quelle que soit la structure de leur capital, dont les dépenses effectives consacrées à la recherche-développement de nouveaux produits, de nouvelles technologies et de nouveaux métiers, ont augmenté de 10 pour cent ou plus par rapport à l'année précédente peuvent déduire ces dépenses à hauteur de 150 pour cent de leur revenu annuel imposable.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 2003 à la fin de 2005.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

41.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des activités de recherche-développement des entreprises.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager les activités de recherche-développement des entreprises.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui n° 88 de 2006 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 1 de 2008 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les entreprises peuvent déduire les dépenses consacrées à la recherche-développement pour la mise au point de nouvelles technologies, de nouveaux produits ou de nouvelles techniques de production, y compris les dépenses consacrées à la conception, à la production expérimentale, aux produits semi-finis et aux nouveaux produits, à hauteur de 150 pour cent de leur revenu annuel imposable. Tout montant non déduit pendant une année pourra être reporté et déduit au cours d'une des cinq années suivantes.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 2006 à la fin de 2007.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

42.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des activités de recherche-développement des entreprises.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager les activités de recherche-développement des entreprises.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Circulaire Guo Shui Fa n° 116 de 2008 de la SAT.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Lorsque les dépenses consacrées par une entreprise à la recherche-développement pour la mise au point de nouvelles technologies, de nouveaux produits ou de nouvelles techniques de production sont incluses dans les profits et pertes avant de devenir des actifs incorporels, une déduction pondérée de 50 pour cent sera opérée sur les dépenses de recherche-développement en sus de la déduction des dépenses effectives au moment du calcul du revenu imposable. Lorsqu'elles deviennent des actifs incorporels, les dépenses seront amorties à hauteur de 150 pour cent du coût des actifs incorporels, la durée de l'amortissement n'étant pas inférieure à dix ans.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Du 1^{er} janvier 2008 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

43.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises qui assurent le transfert de technologies.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager le transfert de technologies.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui Zi n° 001 de 1994 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 1 de 2008 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les entreprises qui tirent profit du transfert et de la fourniture de conseils, de services et de formation dans ce domaine peuvent être exonérées de l'impôt sur les bénéfices des sociétés si leur revenu annuel net est inférieur à 300 000 RMB et, si leur revenu annuel net est supérieur à 300 000 RMB, l'excédent est imposé au taux ordinaire.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1994 à la fin de 2007.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

44.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises qui assurent le transfert de technologies.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager le transfert de technologies.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Circulaire Guo Shui Han n° 212 de 2009 de la SAT.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les entreprises résidentes dont les bénéfices provenant du transfert de technologies ne dépassent pas 5 millions de RMB pour un exercice fiscal sont exonérées de l'impôt sur les bénéfices. Si ces bénéfices dépassent 5 millions de RMB, les entreprises sont imposées à un taux réduit de 50 pour cent.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Du 1^{er} janvier 2008 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

45.

1. Titre du programme de subventions

Aide à la recherche-développement pour les technologies industrielles.

2. Période sur laquelle porte la subvention

2005-2008.

3. Objectif politique et/ou objet de la subvention

Soutenir des projets importants de recherche-développement technologiques d'intérêt général.

4. Fondement et législation

MOF, Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC).

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Jian n° 30 de 2002 du MOF.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Cette aide est fournie aux entreprises se consacrant à des projets de recherche-développement approuvés dans le domaine des technologies industrielles, après examen des demandes ou une procédure d'appel d'offres.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: en millions de RMB

2005	2006	2007	2008
1 650	2 000	2 480	2 940

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 2002 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

46.1. Titre du programme de subventions

Aide aux petites et moyennes entreprises technologiques (PME) pour encourager l'innovation technologique.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Aider les PME à innover dans le domaine technologique et encourager l'industrialisation des résultats scientifiques et technologiques.

4. Fondement et législation

MOF, MOST.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi de la République populaire de Chine sur la promotion des petites et moyennes entreprises.

Circulaire Guo Ban Fa n° 47 de 1999 du Bureau général du Conseil d'État.

Circulaire Cai Qi n° 22 de 2005 du MOF.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Le soutien financier accordé aux PME pour l'innovation technologique comprend des dons des pouvoirs publics, des prêts bonifiés et des investissements.

Des dons d'un montant maximal de 1 million de RMB (2 millions dans quelques cas exceptionnels) peuvent être accordés par les pouvoirs publics pour financer l'industrialisation des résultats scientifiques et technologiques et la recherche-développement des PME à condition que la contribution en fonds propres de l'entreprise soit d'un montant supérieur.

Des prêts bonifiés peuvent être accordés pour financer des projets novateurs d'une certaine envergure et présentant des possibilités de rentabilité économique. Les intérêts annuels dus sur les prêts commerciaux obtenus pour ces projets novateurs peuvent être subventionnés à 50 pour cent. Le montant total correspondant à la bonification des intérêts ne dépasse en général pas 1 million de RMB (2 millions dans quelques cas exceptionnels).

Des investissements sont effectués dans des projets importants présentant un fort potentiel en termes d'innovation et de demande une fois que la production aura démarré. Le montant total de l'investissement ne dépasse pas 20 pour cent du capital social de l'entreprise.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: en millions de RMB

2005	2006	2007	2008
600	750	1 100	1 400

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1999 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

47.**1. Titre du programme de subventions**

Fonds pour le développement des PME.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Soutenir le développement des PME et créer un environnement favorable à ce développement.

4. Fondement et législation

MOF, Ministère de l'industrie et des technologies de l'information (MIIT).

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi de la République populaire de Chine sur la promotion des petites et moyennes entreprises.

Circulaire Cai Qi n° 185 de 2004 du MOF.

Circulaire Cai Qi n° 226 de 2006 du MOF.

Circulaire Cai Qi n° 179 de 2008 du MOF.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Dans le cas des entreprises qui financent un projet principalement au moyen de fonds propres, l'aide est accordée sous la forme de dons d'un montant maximum de 2 millions de RMB (3 millions à partir de septembre 2008) ou dans la limite de l'investissement financé au moyen de fonds propres. Dans le cas des entreprises qui financent un projet principalement au moyen de prêts, l'aide est normalement accordée sous la forme de prêts bonifiés dont le taux est fixé en fonction du montant du prêt et du taux d'intérêt publié par la Banque populaire de Chine. La durée maximale des projets bénéficiant de prêts bonifiés est deux ans, et le montant total accordé pour chaque projet sous la forme d'une bonification d'intérêts ne doit pas dépasser 2 millions de RMB (3 millions à partir de septembre 2008).

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: en millions de RMB

2005	2006	2007	2008
200	250	400	500

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 2004 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

48.

1. Titre du programme de subventions

Aide spéciale pour la mise en place d'un système de services aux PME.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Aider les entités à améliorer les services fournis aux PME.

4. Fondement et législation

MOF, NDRC, MIIT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi de la République populaire de Chine sur la promotion des petites et moyennes entreprises.

Circulaire Cai Jian n° 124 de 2004 du MOF.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

L'aide est accordée sous forme de dons aux entités qui fournissent des services aux PME. Pour celles qui fournissent des services de formation, le loyer des locaux, la rémunération des intervenants et les frais afférents aux matériels pédagogiques peuvent être intégralement subventionnés et les frais d'hébergement peuvent l'être à hauteur de 150 RMB par personne et par jour. Pour les entités qui fournissent des services de crédit, les dépenses effectives peuvent être subventionnées en fonction des besoins. Pour les entités qui aident les PME à démarrer, les dépenses effectives peuvent être subventionnées en fonction des besoins. Pour celles qui fournissent des services de conseil en gestion, les dépenses effectives peuvent être subventionnées en fonction des besoins.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: en millions de RMB

2005	2006	2007	2008
50	50	50	50

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 2003 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

49.

1. Titre du programme de subventions

Aide à la prospection du marché international accordée aux PME.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Aider les PME à prospecter le marché international.

4. Fondement et législation

MOF, MOFCOM.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Ji Cai Fa n° 270 de 2001 du MOFTEC (MOFCOM).

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les fonds sont accordés aux PME ou aux entreprises et organisations qui leur fournissent des services pour: a) organiser des foires à l'étranger ou y participer, b) couvrir les frais d'homologation du système de gestion de la qualité ou de l'environnement ou du produit, c) assurer la promotion sur le marché international, d) prospecter un nouveau marché, e) organiser des cours de formation et des symposiums, f) participer à des appels d'offres à l'étranger. Les entreprises reçoivent une aide couvrant partiellement leurs frais de prospection du marché international; la subvention est accordée sur la base d'une demande de fonds approuvée, après l'achèvement des activités de prospection.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: en millions de RMB

2005	2006	2007	2008
1 600	1 390	890	1 080

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 2001 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

50.

1. Titre du programme de subventions

Aide pour l'optimisation de la structure des importations et des exportations des produits électriques et mécaniques et des produits de haute technologie.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Soutenir l'optimisation de la structure des importations et des exportations des produits électriques et mécaniques et des produits de haute technologie.

4. Fondement et législation

MOF, MOFCOM.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Shang Cai Fa n° 291 de 2007 du MOFCOM.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les fonds sont accordés aux entreprises et associations industrielles dont les activités portent sur la recherche-développement, les services d'information, la formation du personnel, etc. L'aide est limitée à 50 pour cent de l'investissement réel dans le projet. Elle est limitée à 3 millions de RMB par entreprise et à 10 millions de RMB pour les organismes intermédiaires.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: en millions de RMB

2005	2006	2007	2008
-	-	238	294

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

2007-2008.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

51.

1. Titre du programme de subventions

Aide pour la promotion du commerce des produits de l'agriculture, de l'industrie légère et de l'industrie textile.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Améliorer la qualité et la sécurité des produits de l'agriculture, de l'industrie légère et de l'industrie textile.

4. Fondement et législation

MOF, MOFCOM.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Shang Gui Fa n° 507 de 2005 du MOFCOM.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les fonds sont accordés aux projets favorisant le développement de la certification de systèmes de qualité, l'enregistrement des marques d'origine, la formation et les échanges de nouvelles technologies, de nouveaux modèles et de nouveaux concepts de commercialisation.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: en millions de RMB

2005	2006	2007	2008
Néant	Néant	500	100

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

2005-2008.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

52.

1. Titre du programme de subventions

Aide pour la promotion du développement coordonné du commerce extérieur et des relations économiques entre régions.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Soutenir le développement du commerce et de l'économie dans les régions sous-développées.

4. Fondement et législation

MOF, MOFCOM.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Qi n° 118 de 2008 du MOF.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les fonds sont accordés aux projets de prospection sur le marché international, d'innovation scientifique et de construction de systèmes d'information dans les régions du centre, de l'ouest et du nord-est de la Chine.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: en millions de RMB

2005	2006	2007	2008
1 150	1 000	1 200	1 500

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 2000 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

53.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des grandes entreprises qui s'occupent de l'industrialisation de l'agriculture.

2. Période sur laquelle porte la subvention

2005-2008.

3. Objectif politique et/ou objet de la subvention

Encourager l'industrialisation de l'agriculture.

4. Fondement et législation

MOF, SAT, Ministère de l'agriculture (MOA).

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Nong Jing Fa n° 8 de 2000 du MOA.

Circulaire Guo Shui Fa n° 124 de 2001 de la SAT.

Circulaire Cai Shui n° 1 de 2008 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les revenus des grandes entreprises et de leurs filiales provenant de l'agriculture, de l'élevage et de la pisciculture ainsi que du traitement préliminaire des produits agricoles et forestiers peuvent être exonérés de l'impôt sur les bénéfices.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 2001 à la fin de 2007.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

54.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises réalisant des projets de transformation préliminaire des produits de l'agriculture, de la foresterie, de l'élevage et de la pêche.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager le développement de l'agriculture.

4. Fondement et législation

MOF.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Règlement d'application de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Circulaire Cai Shui n° 149 de 2008 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les entreprises qui tirent leurs revenus de certains projets de transformation préliminaire des produits de l'agriculture, de la foresterie, de l'élevage et de la pêche peuvent être exonérées de l'impôt sur les bénéfices ou être assujetties à un taux d'imposition inférieur.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 2008 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

55.

1. Titre du programme de subventions

Aide aux coopératives agricoles spécialisées.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Soutenir et faciliter le développement de coopératives agricoles spécialisées.

4. Fondement et législation

MOF.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Nong n° 87 de 2004 du MOF.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les fonds sont accordés aux coopératives agricoles spécialisées remplissant les conditions requises. Le MOF fournit des fonds aux autorités locales qui examinent les demandes, octroient les fonds et font rapport au MOF.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: en millions de RMB

2005	2006	2007	2008
80	80	200	300

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 2003 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

56.1. Titre du programme de subventions

Fonds destinés à subventionner la formation de la main-d'œuvre rurale migrante.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Améliorer la qualité et l'employabilité des travailleurs ruraux migrants, faciliter la migration de la main-d'œuvre rurale et accroître les revenus ruraux.

4. Fondement et législation

MOF, MOA.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Nong n° 18 de 2005 du MOF.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les fonds sont accordés à des personnes physiques, des établissements de formation ou d'autres organisations choisis par voie d'appel d'offres pour fournir des services de formation aux agriculteurs. Le MOF et le MOA examinent conjointement la demande de fonds présentée par les autorités locales. Après approbation de la demande, les fonds sont octroyés par le MOF.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: en millions de RMB

2005	2006	2007	2008
400	600	900	1 000

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 2004 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

57.1. Titre du programme de subventions

Aide à la formation des jeunes agriculteurs dans les domaines scientifique et technique.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Aider les jeunes agriculteurs à acquérir des connaissances scientifiques et techniques et à améliorer leur capacité de gestion.

4. Fondement et législation

MOF, MOA.

5. Législation en vertu de laquelle la subvention est accordée

Circulaire Cai Nong n° 349 de 2006 du MOF.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les fonds sont accordés aux organismes ou établissements formant des jeunes agriculteurs dans les régions rurales. Le MOF et le MOA examinent conjointement la demande de fonds présentée par les autorités locales. Après approbation de la demande, les fonds sont octroyés par le MOF.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: en millions de RMB

2005	2006	2007	2008
50	100	200	500

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1999 à 2008.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

58.

1. Titre du programme de subventions

Aide à la vulgarisation des techniques agricoles.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Vulgariser les techniques agricoles de pointe et pratiques.

4. Fondement et législation

MOF.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Nong n° 81 de 2004 du MOF.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les fonds sont accordés pour des projets qui présentent des avantages géographiques et qui peuvent servir de modèle pour d'autres régions. Le MOF examine la demande de fonds présentée par les autorités locales et octroie les fonds après approbation de la demande.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: en millions de RMB

2005	2006	2007	2008
300	300	500	700

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1999 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

59.

1. Titre du programme de subventions

Subvention pour la transformation des techniques agricoles.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou but de la subvention

Accélérer la mise en œuvre des réalisations technologiques dans l'agriculture, la foresterie, la conservation de l'eau et l'irrigation, et améliorer les capacités en matière d'innovation agricole.

4. Fondement et législation

MOF, MOST.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Guo Ke Ban Cai Zi n° 417 de 2001 du MOST.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les fonds sont accordés aux entreprises, aux instituts de recherche et aux établissements d'enseignement qui détiennent des droits sur de nouvelles techniques agricoles. Le MOF et le MOST examinent conjointement la demande de fonds présentée par les autorités locales. Après approbation de la demande, les fonds sont octroyés par le MOF.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: en millions de RMB

2005	2006	2007	2008
300	300	300	300

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 2001 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

60.

1. Titre du programme de subventions

Subventions pour favoriser l'emploi de semences de cultures améliorées.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Accélérer l'amélioration des semences de cultures, accroître la production agricole, améliorer la qualité des produits agricoles et garantir la sécurité alimentaire.

4. Fondement et législation

MOF, MOA.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaires Cai Nong n° 16 et n° 17 de 2004 du MOF.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les subventions sont accordées aux agriculteurs qui achètent des semences de cultures améliorées. Le MOF et le MOA examinent conjointement la demande de fonds présentée par les autorités locales. Après approbation de la demande, les fonds sont octroyés par le MOF.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: en millions de RMB

2005	2006	2007	2008
3 800	4 100	6 600	12 300

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 2002 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

61.**1. Titre du programme de subventions**

Subvention pour l'achat de machines et d'outils agricoles.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Promouvoir la mécanisation de l'agriculture et stimuler le développement de l'agriculture et de l'économie rurale.

4. Fondement et législation

MOA, MOF.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Nong n° 11 de 2005 du MOF.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les fonds sont accordés aux agriculteurs ou aux fournisseurs de services pour l'achat de machines et d'outils agricoles. Le MOF et le MOA examinent conjointement la demande de fonds présentée par les autorités locales. Après approbation de la demande, les fonds sont octroyés par le MOF.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: en millions de RMB

2005	2006	2007	2008
300	600	2 000	4 000

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1999 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

62.

1. Titre du programme de subventions

Subventions globales pour les intrants agricoles.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Compenser les agriculteurs des pertes subies du fait de la hausse des intrants agricoles et améliorer leurs revenus.

4. Fondement et législation

MOF.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Guo Ban Fa n° 16 de 2006 du Bureau général du Conseil d'État.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les fonds sont accordés aux autorités provinciales qui sont chargées de formuler des plans détaillés pour la mise en œuvre et l'octroi des subventions aux agriculteurs.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: en millions de RMB

2005	2006	2007	2008
-	12 000	27 600	71 600

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 2006 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

63.1. Titre du programme de subventions

Subventions directes aux agriculteurs.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Assurer la stabilité et le développement de la production agricole, améliorer globalement la capacité de production des agriculteurs et leurs revenus.

4. Fondement et législation

MOF.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Guo Fa n° 17 de 2004 du Conseil d'État.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les autorités provinciales sont chargées du plan détaillé de mise en œuvre. Le montant des subventions est fonction de la superficie imposable de l'exploitation.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: en millions de RMB

2005	2006	2007	2008
13 200	14 200	15 100	15 100

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 2004 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

64.

1. Titre du programme de subventions

Fonds pour le développement global de l'agriculture.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Améliorer l'infrastructure et la situation écologique, développer globalement la capacité de production agricole, optimiser la structure économique rurale et agricole et améliorer les revenus des agriculteurs.

4. Fondement et législation

MOF.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Décret n° 60 du MOF.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les fonds sont accordés à des projets globaux de développement agricole qui seront subventionnés après approbation des demandes.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: en millions de RMB

2005	2006	2007	2008
7 600	7 800	8 400	103 000

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1988 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

65.1. Titre du programme de subventions

Aide pour l'industrialisation de l'agriculture et la transformation des produits agricoles.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Accroître le revenu rural, intensifier et moderniser les activités agricoles et améliorer l'efficacité de l'agriculture en général.

4. Fondement et législation

MOF.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Nong n° 88 de 2004 du MOF.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les fonds sont accordés aux entreprises et bases de production remplissant les conditions requises. Le MOF examine la demande de fonds présentée par les autorités locales et octroi les fonds après approbation de la demande.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: en millions de RMB

2005	2006	2007	2008
100	150	300	400

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1998 à 2008.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

66.

1. Titre du programme de subventions

Prêts bonifiés pour les systèmes d'irrigation agricole économes en eau.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Promouvoir les techniques d'irrigation économes en eau et l'aménagement de zones utilisant des systèmes d'irrigation économes en eau.

4. Fondement et législation

MOF, Ministère des ressources en eau (MWR).

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Nong n° 279 de 2005 du MOF.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les fonds sont accordés à des particuliers, des entreprises ou des organisations. Le MOF et le MWR examinent conjointement la demande de fonds présentée par les autorités locales. Après approbation de la demande, les fonds sont octroyés par le MOF.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: en millions de RMB

2005	2006	2007	2008
46,5	49,9	49,9	49,9

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1997 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

67.

1. Titre du programme de subventions

Subventions destinées aux projets de construction nationaux axés sur la conservation de l'eau et des sols.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Soutenir les petits projets d'irrigation des terres agricoles et de conservation de l'eau et des sols dans les zones rurales.

4. Fondement et législation

MOF, MWR.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Nong Zi n° 402 de 1987 du MOF.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les fonds sont accordés à des entreprises ou à des organisations. Le MOF et le MWR examinent conjointement la demande de fonds présentée par les autorités locales. Après approbation de la demande, les fonds sont octroyés par le MOF.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: en millions de RMB

2005	2006	2007	2008
50	50	80	80

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1983 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

68.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises opérant dans le secteur forestier.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager le développement de la foresterie.

4. Fondement et législation

MOF, SAT, Administration nationale des forêts (SFA).

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui n° 171 de 2001 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 1 de 2008 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les entreprises et organisations qui tirent leur revenu de l'exploitation forestière, de la production de semences forestières, et de la transformation préliminaire de produits forestiers peuvent être exonérées de l'impôt sur les bénéfices de 2001 à la fin de 2007.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 2001 à la fin de 2007.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

69.**1. Titre du programme de subventions**

Subvention pour la prévention et la lutte contre les parasites et les maladies dans le secteur forestier.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Renforcer la prévention et la lutte contre les maladies, les parasites et les rats dans les forêts, les bois, les futaies et les bambousaies.

4. Fondement et législation

MOF, SFA.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Nong n° 44 de 2005 du MOF.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les fonds sont accordés aux particuliers, aux entreprises et aux organisations opérant dans le secteur forestier, pour lutter contre les organismes nuisibles. Les autorités locales présentent une demande de fonds, qui est examinée conjointement par le MOF et la SFA, lesquels déterminent le montant de la subvention. Après approbation de la demande, le MOF octroie les fonds.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: en millions de RMB

2005	2006	2007	2008
200	200	200	270

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1980 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

70.

1. Titre du programme de subventions

Subvention pour le semis de graminées par avion.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager le semis de graminées par avion dans les grandes prairies.

4. Fondement et législation

MOF, MOA.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Nong n° 139 de 2004 du MOF.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les fonds sont accordés aux organismes qui effectuent le semis de graminées par avion. Le MOF examine la demande de fonds présentée par les autorités locales et octroie les fonds après approbation de la demande.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: en millions de RMB

2005	2006	2007	2008
9	9	9	9

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1984 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

71.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises qui détiennent des réserves de céréales ou d'huiles.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Assurer la sécurité alimentaire.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui Zi n° 198 de 1999 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les ventes de céréales et d'huiles comestibles effectuées par les entreprises publiques qui détiennent des réserves de céréales et d'huiles aux fins de la sécurité alimentaire sont exonérées de la TVA.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1999 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

72.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles applicables aux importations de l'Office chinois des céréales aux fins de la rotation des réserves de céréales.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Assurer la sécurité alimentaire.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui n° 74 de 2004 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 105 de 2006 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

La TVA à l'importation perçue sur les céréales et les huiles importées par l'Office chinois des céréales aux fins de la rotation des réserves est remboursée en totalité.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 2001 à la fin de 2008.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

73.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles applicables aux céréales fournies à titre d'aide et aux céréales fournies à titre d'aide en cas de catastrophe, aux céréales fournies à titre de compensation pour l'abandon des terres cultivées au profit des forêts et des herbages et aux rations de céréales destinées aux migrants venant des zones du réservoir.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Assurer le fonctionnement de responsabilités sociales particulières (aide en cas de catastrophe par exemple) et la réalisation d'objectifs de développement social (protection de l'environnement par exemple).

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui Zi n° 198 de 1999 du MOF.

Circulaire Guo Shui Fa n° 131 de 2001 de la SAT.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les céréales fournies à titre d'aide et les céréales fournies à titre d'aide en cas de catastrophe, les céréales fournies à titre de compensation pour l'abandon des terres cultivées au profit des forêts et des herbages et les rations de céréales destinées aux migrants venant des zones du réservoir, gérées par les entreprises céréalières, sont exonérées de la TVA.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

D'août 1999 à ce jour et, en ce qui concerne les céréales fournies à titre de compensation pour l'abandon des terres cultivées au profit des forêts et des herbages, de 2001 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

74.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur du secteur de la volaille.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Lutter contre la propagation du virus mortel de la grippe aviaire.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui n° 166 de 2005 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 113 de 2006 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

1) Les entreprises sont exonérées de l'impôt sur les bénéfices pour la période 2005-2006 pour ce qui est des revenus provenant de l'élevage de volaille, de la transformation de viande de volaille et de la vente de produits congelés à base de viande de volaille.

2) La TVA perçue sur les produits à base de viande de volaille transformés et vendus par les entreprises qui traitent et vendent les produits à base de viande de volaille ou congèlent et vendent de tels produits est remboursée du 1^{er} novembre 2005 au 31 décembre 2006.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

1) 2005-2006.

2) Du 1^{er} novembre 2005 au 31 décembre 2006.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

75.

1. Titre du programme de subventions

Prêts bonifiés en faveur du secteur de la volaille.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Lutter contre la propagation du virus mortel de la grippe aviaire.

4. Fondement et législation

MOF, MOA.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Jin n° 30 de 2004 du MOF.

Circulaire Cai Jin n° 134 de 2005 du MOF.

Circulaire Cai Jin n° 65 de 2006 du MOF.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les élevages avicoles, les entreprises de transformation de viande de poulet et les entreprises produisant des vaccins peuvent obtenir des prêts financiers à des taux bonifiés à condition de satisfaire aux conditions spécifiées.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Pour les élevages avicoles et les entreprises de transformation de viande de volaille du 31 janvier 2004 au 31 juillet 2004, du 1^{er} novembre 2005 au 30 juin 2006 et du 1^{er} juillet 2006 au 31 décembre 2006. Pour les producteurs de vaccins du 1^{er} novembre 2005 au 30 juin 2006 et du 1^{er} juillet 2006 au 31 décembre 2006.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

76.

1. Titre du programme de subventions

Traitement fiscal préférentiel applicable au thé vendu dans les zones frontalières.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Assurer l'approvisionnement des zones frontalières dans lesquelles résident des groupes ethniques minoritaires.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui n° 71 de 2001 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 103 de 2006 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 141 de 2009 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Le thé vendu dans les zones frontalières, produit par des entreprises désignées et distribué par des entités de distribution désignées, est exonéré de la TVA.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

1994 à la fin de 2010.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

77.

1. Titre du programme de subventions

Traitement fiscal préférentiel applicable aux produits importés pour remplacer la culture du pavot.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager le remplacement de la culture du pavot.

4. Fondement et législation

MOF, SAT, Administration générale des douanes.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui n° 63 de 2000 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les produits importés dans les limites approuvées pour remplacer la culture du pavot dans les zones frontalières de la province du Yunnan sont exonérés de droits de douane et de la TVA à l'importation.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Du 1^{er} janvier 2000 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

78.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles applicables aux importations de graines (semis), de reproducteurs (volatiles), d'alevins (espèces) et d'animaux et de plantes sauvages conservés sans but lucratif pour la reproduction/multiplication pendant le "dixième Plan quinquennal".

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Introduire et promouvoir des espèces améliorées, renforcer la protection des espèces et développer une agriculture et une foresterie de qualité, productives et efficaces.

4. Fondement et législation

MOF, SAT, MOA, SFA.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui n° 130 de 2001 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les importations de graines (semis), de reproducteurs (volatiles), d'alevins (espèces) et d'animaux et de plantes sauvages conservés sans but lucratif pour la reproduction/multiplication, qui sont effectuées dans les limites des quantités autorisées sont exonérées de la TVA à l'importation.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

2001-2005.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

79.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles applicables aux importations de graines (semis), de reproducteurs (volatiles), d'alevins (espèces) et d'animaux et de plantes sauvages conservés sans but lucratif pour la reproduction/multiplication pendant le "onzième Plan quinquennal".

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Introduire et promouvoir des espèces améliorées, renforcer la protection des espèces et développer une agriculture et une foresterie de qualité, productives et efficaces.

4. Fondement et législation

MOF, SAT, MOA, SFA.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui n° 3 de 2006 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 38 de 2006 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 50 de 2009 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les importations de graines (semis), de reproducteurs (volatiles), d'alevins (espèces) et d'animaux et de plantes sauvages conservés pour la reproduction/multiplication, qui sont effectuées dans les limites des quantités autorisées sont exonérées de la TVA à l'importation.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

2006-2010.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

80.

1. Titre du programme de subventions

Traitement fiscal préférentiel applicable aux espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et à leurs produits remis à la Chine par des gouvernements étrangers, le gouvernement de Hong Kong, Chine ou le gouvernement de Macao, Chine.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Faciliter la mise en œuvre de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et protéger les espèces de faune et de flore sauvages ainsi que leurs produits.

4. Fondement et législation

MOF, Administration générale des douanes, SFA.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui n° 8 de 2003 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et leurs produits, répertoriés dans l'annexe de la *Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction*, qui sont remis par des gouvernements étrangers, le gouvernement de Hong Kong, Chine ou le gouvernement de Macao, Chine au Bureau de l'administration des importations et des exportations d'espèces menacées d'extinction (SFA) sont exonérés de droits de douane et de la TVA à l'importation.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Du 1^{er} janvier 2002 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

81.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises à participation étrangère et des entreprises étrangères ayant des établissements ou des locaux en Chine, qui mènent des activités de production ou des activités commerciales et qui achètent des équipements d'origine nationale.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Attirer l'investissement étranger et encourager la modernisation technologique.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui n° 49 de 2000 du MOF.

Circulaire Guo Shui Fa n° 90 de 2000 de la SAT.

Circulaire Cai Shui n° 1 de 2008 du MOF.

Circulaire Guo Shui Fa n° 52 de 2008 de la SAT.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Pour les projets d'investissement des entreprises à participation étrangère et des entreprises étrangères ayant des établissements ou des locaux en Chine qui mènent des activités de production ou des activités commerciales relevant de la catégorie des projets encouragés du "Catalogue d'orientation de l'investissement étranger", 40 pour cent des dépenses consacrées à l'achat d'équipements d'origine nationale ne dépassant pas le montant total de l'investissement ou dépassant ce montant mais destinées à la modernisation des équipements et du matériel existant sont déduits de l'impôt supplémentaire sur les bénéfices pour l'année considérée par rapport à l'année précédente. Les "équipements d'origine nationale" ne comprennent pas ceux importés directement par d'autres entreprises, ceux obtenus dans le cadre du commerce de transformation et des échanges de contrepartie ni ceux énumérés dans le "Catalogue des produits importés ne pouvant pas bénéficier d'une exonération fiscale dans le cadre des projets d'investissements étrangers" comme stipulé dans la Circulaire Guo Fa n° 37 de 1997 du Conseil d'État. La part déduite ne doit pas dépasser le montant total de l'impôt supplémentaire sur les bénéfices pour l'année considérée et, lorsque le montant total de l'impôt supplémentaire sur les bénéfices représente moins de 40 pour cent des dépenses en question, la part excédentaire des dépenses déductibles peut être déduite de l'impôt supplémentaire de l'année suivante. Ce report de déductibilité n'est possible que pendant cinq ans.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Du 1^{er} juillet 1999 à la fin de 2007.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

82.

1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur des entreprises nationales qui achètent des équipements d'origine nationale à des fins de modernisation technologique.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager l'investissement intérieur et soutenir la modernisation technologique des entreprises.

4. Fondement et législation

MOF, SAT, NDRC.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui n° 290 de 1999 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 1 de 2008 du MOF.

Circulaire Guo Shui Fa n° 52 de 2008 de la SAT.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Pour les projets de modernisation technologique conformes aux politiques industrielles de l'État relatives aux entreprises nationales, 40 pour cent des dépenses consacrées à l'achat d'équipements d'origine nationale sont déduites de l'impôt supplémentaire sur les bénéfices pour l'année considérée par rapport à l'année précédente. Lorsque le montant total de l'impôt

supplémentaire sur les bénéfices représente moins de 40 pour cent de ces dépenses, la part excédentaire des dépenses déductibles peut être déduite de l'impôt supplémentaire de l'année suivante. Ce report de déductibilité n'est possible que pendant cinq ans.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Du 1^{er} juillet 1999 à la fin de 2007.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

83.

1. Titre du programme de subventions

Exonération de droits de douane et de la TVA à l'importation pour les technologies et les équipements importés.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Attirer l'investissement étranger et encourager l'investissement intérieur; stimuler l'ajustement structurel et la modernisation technologique.

4. Fondement et législation

MOF, SAT, NDRC, MOFCOM, Administration générale des douanes.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Guo Fa n° 37 de 1997 du Conseil d'État.

Circulaire Cai Guan Shui n° 11 de 2007 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 170 de 2008 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Pour les projets d'investissements étrangers figurant dans la catégorie des projets encouragés du "Catalogue d'orientation de l'investissement étranger", les équipements achetés pour utilisation par l'entreprise elle-même dans la limite du montant total de l'investissement, à l'exclusion de ceux qui figurent dans le "Catalogue des produits importés ne pouvant pas bénéficier d'une exonération fiscale dans le cadre des projets d'investissements étrangers", sont exonérés de droits de douane et de la TVA à l'importation. En ce qui concerne les projets bénéficiant de prêts accordés par des gouvernements étrangers ou par des organismes financiers internationaux, les équipements achetés pour utilisation par l'entreprise elle-même dans la limite du montant total de l'investissement, à l'exclusion de ceux qui figurent dans le "Catalogue des produits importés ne pouvant pas bénéficier d'une exonération fiscale dans le cadre des projets d'investissements étrangers", sont exonérés de droits de douane et de la TVA à l'importation. En ce qui concerne les projets d'investissements nationaux figurant dans le "Catalogue des industries, produits et technologies particulièrement encouragés par l'État", les équipements achetés pour utilisation par l'entreprise elle-même dans la limite du montant total de l'investissement et les technologies, accessoires et pièces détachées importés avec les équipements prévus dans le contrat, à l'exclusion de ceux qui figurent dans le "Catalogue des produits importés ne pouvant pas bénéficier d'une exonération fiscale dans le cadre des projets d'investissements nationaux", sont exonérés de droits de douane et de la TVA à l'importation.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1998 à la fin de 2008.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

84.

1. Titre du programme de subventions

Subvention pour la mise au rebut des véhicules.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager les consommateurs à remplacer leurs vieux véhicules.

4. Fondement et législation

MOF, MOFCOM.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Jian n° 742 de 2002 du MOF.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Les consommateurs répondant à certains critères obtiendront une subvention pour mettre au rebut leurs vieux véhicules. Le montant de la subvention sera publié chaque année.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: en millions de RMB

2005	2006	2007	2008
250	140	122	260

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 2002 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

85.1. Titre du programme de subventions

Mesures fiscales préférentielles en faveur de l'industrie des circuits intégrés.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager le développement de l'industrie des circuits intégrés.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Guo Fa n° 18 de 2000 du Conseil d'État.

Circulaire Cai Shui n° 25 de 2000 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 70 de 2002 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 174 de 2004 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 136 de 2002 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 152 de 2002 du MOF.

Circulaire Cai Guan Shui n° 45 de 2004.

Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur les bénéfices des entreprises (2007).

Circulaire Cai Shui n° 1 de 2008 du MOF.

Avis n° 43, MOF, Administration générale des douanes, SAT.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

1) Du 1^{er} janvier 2002 à la fin de 2010, tout investisseur dans une entreprise de production ou de conditionnement de circuits intégrés qui, après avoir acquitté l'impôt sur les bénéfices, réinvestit sa part des bénéfices directement dans cette entreprise afin d'augmenter son capital social ou utilise le bénéfice réalisé comme mise de fonds pour établir d'autres entreprises de production ou de conditionnement de circuits intégrés dont la durée d'activité est d'au moins cinq ans se voit rembourser 40 pour cent de l'impôt sur les bénéfices déjà acquitté sur le montant réinvesti.

2) Du 1^{er} janvier 2002 à la fin de 2010, les entités économiques nationales ou étrangères qui, après avoir acquitté l'impôt sur les bénéfices, investissent leur part des bénéfices obtenus en Chine, à titre de mise de fonds, dans des entreprises de production ou de conditionnement de circuits intégrés établies dans les régions de l'Ouest dont la durée d'activité est d'au moins cinq ans se voient rembourser 80 pour cent de l'impôt sur les bénéfices déjà acquitté sur le montant réinvesti.

3) Du 1^{er} juillet 2000 à ce jour, les entreprises produisant des circuits intégrés dont le capital est supérieur à 8 milliards de RMB ou les entreprises produisant des circuits intégrés d'une largeur de ligne inférieure à 0,25 micron bénéficient du même traitement fiscal préférentiel que celui qui est destiné à encourager les investisseurs étrangers qui investissent dans les secteurs de l'énergie et des transports avant 2008, c'est-à-dire qu'elles acquittent l'impôt sur les bénéfices au taux réduit de 15 pour cent. Les entreprises dont la durée d'activité est de plus de 15 ans sont exonérées de l'impôt sur les bénéfices pendant les cinq premières années à compter de l'année où elles commencent à réaliser des bénéfices et acquittent l'impôt sur les bénéfices à un taux réduit de moitié de la sixième à la dixième année.

4) Du 1^{er} juillet 2000 à ce jour, les matières premières importées pour la production et les biens consommables énumérés dans la Circulaire relative aux entreprises qui produisent des circuits intégrés dont le capital est supérieur à 8 milliards de RMB ou les entreprises

produisant des circuits intégrés d'une largeur de ligne inférieure ou égale à 0,25 micron sont exonérés de droits de douane et de la TVA à l'importation.

Du 1^{er} janvier 2001 à ce jour, les matériaux de construction spécialisés et composants de circuits intégrés importés énumérés dans la Circulaire relative aux entreprises qui produisent des circuits intégrés dont le capital est supérieur à 8 milliards de RMB ou les entreprises produisant des circuits intégrés d'une largeur de ligne inférieure à 0,25 micron sont exonérés de droits de douane et de la TVA à l'importation.

5) De 2002 à ce jour, les entreprises agréées produisant des circuits intégrés d'une largeur de ligne inférieure ou égale à 0,8 micron sont exonérées de l'impôt sur les bénéfices pendant les deux premières années à compter de l'année où elles commencent à réaliser des bénéfices et acquittent ledit impôt à un taux réduit de moitié de la troisième à la cinquième année.

6) Du 1^{er} octobre 2004 à ce jour, les matières premières importées pour la production et les biens consommables énumérés dans la Circulaire relative aux entreprises qui produisent des circuits intégrés d'une largeur de ligne inférieure ou égale à 0,8 micron sont exonérés de droits de douane et de la TVA à l'importation.

7) De 2002 au 31 mars 2005, les contribuables assujettis à la TVA qui vendent des circuits intégrés conçus de manière indépendante peuvent bénéficier du remboursement de la part de la TVA qui excède 3 pour cent.

8) Du 1^{er} juillet 2000 à ce jour, les technologies et le matériel importés pour la production de circuits intégrés ainsi que les équipements et appareils spéciaux importés séparément pour la production de circuits intégrés par les entreprises agréées qui produisent des circuits intégrés sont exonérés de droits de douane.

Du 1^{er} juillet 2000 au 31 décembre 2008, les technologies et le matériel importés pour la production de circuits intégrés ainsi que les équipements et appareils spéciaux importés séparément pour la production de circuits intégrés par les entreprises agréées qui produisent des circuits intégrés sont exonérés de la TVA à l'importation.

Les équipements et technologies susmentionnés ne comprennent pas ceux qui figurent dans le "Catalogue des produits importés ne pouvant pas bénéficier d'une exonération fiscale dans le cadre des projets d'investissements étrangers" ou dans le "Catalogue des produits importés ne pouvant pas bénéficier d'une exonération fiscale dans le cadre des projets d'investissements nationaux".

9) Du 1^{er} juillet 2000 à ce jour, la durée d'amortissement pour le matériel de fabrication utilisé par les entreprises produisant des circuits intégrés peut être raccourcie en fonction des besoins, la durée minimum étant de trois ans.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

1) et 2) 1^{er} janvier 2002 à la fin de 2010.

- 3) 1^{er} juillet 2000 à ce jour.
 - 4) 1^{er} juillet 2000 à ce jour, ou 1^{er} janvier 2001 à ce jour.
 - 5) 2002 à ce jour.
 - 6) 1^{er} octobre 2004 à ce jour.
 - 7) 2002 au 31 mars 2005.
 - 8) 1^{er} juillet 2000 à ce jour, ou 1^{er} juillet 2000 au 31 décembre 2008.
 - 9) 1^{er} juillet 2000 à ce jour.
10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce
- Non disponibles.

86.

Titre du programme de subventions

Aide pour la recherche-développement en faveur de l'industrie des circuits intégrés.

2. Période sur laquelle porte la notification
2005-2008.
3. Objectif général et/ou objet de la subvention
Encourager le développement de l'industrie des circuits intégrés.
4. Fondement et législation
MOF, NDRC, MIIT.
5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée
Circulaire Cai Jian n° 132 de 2005 du MOF.
6. Forme de la subvention
Dotations financières.
7. À qui et comment la subvention est accordée

Une aide publique est accordée aux projets qui répondent à certains critères réalisés par des entreprises qui sont des personnes juridiques indépendantes, conçoivent, produisent, conditionnent ou mettent au point des circuits intégrés et sont enregistrées sur le territoire de la République populaire de Chine (à l'exclusion de Hong Kong, Chine; de Macao, Chine; et du Taipei chinois). Le montant de l'aide accordée pour un projet de recherche-développement donnée ne dépasse pas 50 pour cent du coût total.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: en millions de RMB

2005	2006	2007	2008
150	250	300	400

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De fin 2005 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

87.

1. Titre du programme de subventions

Aide pour le développement du secteur de l'informatique.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Soutenir la recherche-développement dans le secteur de l'informatique.

4. Fondement et législation

MOF, MIIT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Jian n° 425 de 2001 du MOF.

Circulaire Cai Jian n° 866 de 2007 du MOF.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

L'aide, sous forme de dons, de prêts bonifiés ou d'investissements est accordée à des entreprises dont les projets ont été approuvés après le dépôt d'une demande ou un processus d'appel d'offres.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: millions de RMB

2005	2006	2007	2008
550	600	600	800

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

De 1986 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

88.

1. Titre du programme de subventions

Aide à la recherche-développement dans le domaine de la technologie de pointe pour le secteur de l'emballage.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Soutenir la recherche-développement dans le secteur de l'emballage, promouvoir le développement du recyclage et un conditionnement respectueux de l'environnement.

4. Fondement et législation

MOF.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Qi n° 107 de 2005 du MOF.

Circulaire Cai Qi n° 154 de 2008 du MOF.

6. Forme de la subvention

Dotations financières.

7. À qui et comment la subvention est accordée

L'aide, sous forme de dons et de bonification d'intérêts, est fournie aux entreprises dont les projets ont été approuvés par des experts après examen. Le montant des dons ne dépasse pas 5 millions de RMB ou le montant des fonds propres de l'entreprise. Les taux bonifiés ne sont valables

que pendant deux ans et le montant total accordé à un projet sous forme de taux bonifiés ne dépasse pas 5 millions de RMB.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Unité: millions de RMB

2005	2006	2007	2008
30	30	30	30

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

2005 à ce jour.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

89.

1. Titre du programme de subventions

Traitement fiscal préférentiel pour le cuivre.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Promouvoir la modernisation technologique des entreprises.

4. Fondement et législation

MOF, SAT, Administration générale des douanes.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui n° 81 de 2003 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 10 de 2004 du MOF.

Circulaire Cai Guan Shui n° 12 de 2005 du MOF.

Décret n° 48 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

La TVA à l'importation sur le concentré de cuivre, les déchets de cuivre et le cuivre brut importés dans les limites des quantités autorisées par des raffineries de cuivre dont la capacité de production ou d'affinage de cuivre électrolytique est supérieure à 30 000 tonnes et qui satisfont aux critères fixés en matière de protection de l'environnement est remboursée à hauteur de 30 pour cent après recouvrement.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

2003 à 2005.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

90.

1. Titre du programme de subventions

Traitement fiscal préférentiel applicable aux pièces moulées et forgées.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager la modernisation technologique des entreprises et les activités de recherche-développement concernant les pièces moulées et forgées.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui n° 96 de 2003 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 150 de 2006 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 151 de 2006 du MOF.

Décret n° 48 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

Du 1^{er} janvier 1998 au 31 décembre 2008, la TVA sur les pièces moulées et forgées utilisées pour produire des machines, fabriquées et vendues par les fonderies et forges spécialisées répertoriées dans l'annexe de la Circulaire, est d'abord perçue conformément aux dispositions applicables, puis remboursée à hauteur de 35 pour cent.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

Du 1^{er} janvier 1998 au 31 décembre 2008.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

91.

1. Titre du programme de subventions

Traitement fiscal préférentiel applicable aux produits de matriçage.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager la modernisation technologique des entreprises et les activités de recherche-développement concernant les produits de matriçage.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui n° 95 de 2003 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 152 de 2006 du MOF.

Décret n° 48 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

1) Du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2005, la TVA sur les produits de matriçage fabriqués et vendus par les entreprises spécialisées répertoriées dans l'annexe de la Circulaire est d'abord perçue conformément aux dispositions applicables, puis remboursée à hauteur de 70 pour cent.

2) Du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2008, la TVA sur les produits de matriçage fabriqués et vendus par les entreprises spécialisées répertoriées dans l'annexe de la Circulaire est d'abord perçue conformément aux dispositions applicables, puis remboursée à hauteur de 50 pour cent.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

1) 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2005.

2) 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2008.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

92.

1. Titre du programme de subventions

Traitement fiscal préférentiel applicable aux machines-outils à commande numérique.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Encourager les entreprises à mener des activités de recherche-développement concernant les machines-outils à commande numérique.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui n° 97 de 2003 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 149 de 2006 du MOF.

Décret n° 48 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

1) Du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2005, la TVA sur les machines-outils à commande numérique produites et vendues par certains fabricants de machines-outils à commande numérique est remboursée après recouvrement.

2) Du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2008, la TVA sur les machines-outils à commande numérique produites et vendues par certains fabricants de machines-outils à commande numérique la TVA est d'abord perçue conformément aux dispositions applicables, puis remboursée à hauteur de 50 pour cent.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

1) 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2005.

2) 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2008.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

93.

1. Titre du programme de subventions

Traitement fiscal préférentiel applicable aux médicaments anti-VIH/SIDA.

2. Période sur laquelle porte la notification

2005-2008.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Promouvoir la prévention et le traitement du VIH/SIDA.

4. Fondement et législation

MOF, SAT.

5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Circulaire Cai Shui n° 160 de 2002 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 181 de 2003 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 1 de 2007 du MOF.

Circulaire Cai Shui n° 49 de 2007 du MOF.

Décret n° 48 du MOF.

6. Forme de la subvention

Traitement fiscal préférentiel.

7. À qui et comment la subvention est accordée

1) Du 1^{er} janvier 2002 à la fin de 2010, pendant les phases de mise sur le marché intérieur, les médicaments anti-VIH/SIDA importés sont exonérés de droits de douane, de la TVA à l'importation et de la TVA.

2) du 1^{er} juillet 2003 à la fin de 2010, pendant les phases de production et de mise sur le marché, les médicaments anti-VIH/SIDA d'origine nationale produits par les producteurs nationaux désignés sont exonérés de la TVA.

8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention

Non disponible.

9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

1) 1^{er} janvier 2002 à la fin de 2010.

2) 1^{er} juillet 2003 à la fin de 2010.

10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Non disponibles.

Note:

1. Les 12 villes, communes ou comtés frontaliers comprennent: Heihe et Suifenhe (province de Heilongjiang), Hunchun (province de Jilin), Manzhouli (région autonome de la Mongolie intérieure), Yining, Bole et Tacheng (région autonome de Xinjiang Uygur), Pingxiang et Dongxing (région autonome de Guangxi Zhuang) et Wanting, Ruili et Hekou (province du Yunnan).

2. Les zones économiques côtières ouvertes comprennent au départ les 14 villes côtières ouvertes de Dalian, Qinhuangdao, Tianjin, Yantai, Qingdao, Lianyungang, Nantong, Shanghai, Ningbo, Wenzhou, Fuzhou, Guangzhou, Zhanjiang et Beihai. En 1985, le Delta du Yangtze, le Delta des Perles et le triangle dans la province de Fujian que constituent les villes de Xiamen, Zhangzhou et Quanzhou ont été inclus dans les zones économiques côtières ouvertes. En 1988, ces zones ont encore été élargies à la péninsule de Liaodong et à celle de Shandong, etc. pour inclure 153 villes et comtés de la municipalité de Tianjin, de la province de Hebei, de la province de Liaoning, de la province du Jiangsu, de la province du Zhejiang, de la province de Fujian, de la province de Shandong et de la région autonome de Guangxi Zhuang. En 1990, la ville de Jinan a été ouverte. En 1992, cinq villes situées le long du Yangtze, à savoir Chongqing, Yueyang, Wuhan, Jiujiang et Wuhu, six capitales de provinces et de régions autonomes frontalières et côtières, à savoir Harbin, Changchun, Hohhot, Shijiazhuang, Nanning et Kunming, et onze capitales de provinces et de régions autonomes intérieures, à savoir Taiyuan, Hefei, Nanchang, Zhengzhou, Changsha, Chengdu, Guiyang, Xi'an, Lanzhou, Xining et Yinchuan, ont commencé à appliquer les politiques concernant les zones économiques côtières ouvertes. En 1993, la ville de Huangshi, située le long du Yangtze, a également commencé à appliquer ces politiques.

3. La zone économique des Trois Gorges (Yangtze) comprend le comté de Yichang, le comté de Zigui et le comté de Xingshan de la ville de Yichang (province du Hubei), le comté de Badong de la préfecture autonome d'Enshi Tujia et Miao (province du Hubei), le comté de Wushan, le comté de Wuxi, le comté de Fengjie, le comté de Yunyang, le comté de Kai et le comté de Zhong de la ville de Wanxian (province du Sichuan), le comté de Shizhu de la préfecture de Qianjiang, le comté de Fengdu et le comté de Wulong de la préfecture de Fuling (province du Sichuan), ainsi que le comté de Changshou, le comté de Jiangbei, le comté de Ba et la ville de Jiangjin de la municipalité de Chongqing. Ce découpage administratif a été modifié avec la création de la municipalité de Chongqing qui dépend directement du gouvernement central.

4. Les régions de l'Ouest comprennent la municipalité de Chongqing, la province du Sichuan, la province de Guizhou, la province du Yunnan, la région autonome du Tibet, la province du Shaanxi, la province du Gansu, la région autonome de Ningxia Hui, la province du Qinghai, la région autonome de Xinjiang Uygur, la région autonome de la Mongolie intérieure et la région autonome de Guangxi Zhuang.
